
I

Mon propos ici vise trois objectifs. Le premier est d'aider à définir la démarche intellectuelle que doit emprunter un examen de la politique étrangère; le deuxième, de cerner les valeurs et les intérêts qui devraient orienter notre politique étrangère; et le troisième, de suggérer que « la paix, l'ordre et le bon gouvernement » constituent le cadre organisateur des activités de politique étrangère du Canada dans les sphères de la diplomatie, de la défense et du développement.¹

Un examen de la politique étrangère doit réunir trois éléments clés, à savoir nos valeurs et nos intérêts en tant que pays; les politiques les plus aptes à promouvoir ces valeurs et ces intérêts; et les défis du monde extérieur que la politique doit relever.

Un tel examen avortera s'il propose des valeurs qui contredisent ces intérêts, ainsi que des politiques qui ne contribuent pas à leur avancement, ou qui ne permettent pas de relever les défis du monde extérieur. Par contre, il portera fruit si un ensemble clairement articulé d'intérêts et de valeurs nous permet d'utiliser efficacement nos ressources et nos capacités, et si les politiques résultant de ces choix difficiles nous aident à surmonter les difficultés que nous devons affronter.

À cela, j'ajouterai un quatrième élément, d'une égale importance. Il n'existe pratiquement aucun ministère gouvernemental qui n'ait une quelconque interaction avec le monde au-delà de nos frontières. Un examen de la politique doit être un plan directeur, c'est-à-dire indiquer qui fait quoi, et dans quel domaine des relations extérieures du Canada.

¹J'aimerais signaler avec gratitude la contribution apportée à ce document par Michael Small, chargé de cours au Weatherhead Center de l'Université Harvard. On ne pourra lui imputer aucune erreur de fait ou de logique; c'est cependant à lui que revient le mérite de l'utilité de cette analyse. Je suis redevable aussi à un ancien chargé de cours du Weatherhead Center, George Haynal, pour ses précieux conseils. Depuis plusieurs années déjà, je m'inspire des travaux d'analyse des politiques de Brian Tomlinson et de l'équipe Orientation politique du Conseil canadien pour la coopération internationale (www.ccic.ca), et je leur en suis reconnaissant. Enfin, je voudrais remercier le greffier du Conseil privé, qui m'a donné la possibilité de présenter une première ébauche de ces idées lors d'un séminaire en juin 2003, et l'Université Carleton, qui m'a invité à donner la conférence Sun Life en novembre 2002, où ces idées ont d'abord été exposées.